L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLÉANS. MERCREDI MATIN. 22 AVRIL 1885. 58ème Année

Dufour, Donnet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI 22 AVRIL 1885.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par le Shérif, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, un lot de terre avec bâtisses et améliorations six dans l'ilet borné par les rues St Joseph, St Charles, Carondelet et Deblond.—Aussi, au No 9 Commercial Alley, tout le contenu du dit local.

Relèvement prochain de la marine de guerre des Etats-Unis.

Les journaux du Nord nous racontaient, dernièrement, une anecdote de nature à réjouir le cœur de tout bon Américain; elle prouve que l'atmosphère s'épure dans les bureaux de la nouvelle administration de Washington et que l'on y est déterminé à mettre un terme aux tripotages qui ont, depuis quinze à vingt ans, déshonoré le Département de la Marine. Il paraît que M. John Roach, constructeur de navires, dont quelques-uns se sont fait une réputation qui laissait à désirer, est allé dans le cabinet de M. Whitney, le nouveau ministre de la marine, se heurter contre un écueil inattendu. Ayant envoyé demander un dernier paiement sur un des navires qu'il a livrés, récemment, au gouvernement, contre son attente, il essuya un refus net. Le ministre lui signifia qu'avant de solder le compte, il ferait examiner le travail par des experts. Grand émoi chez le fameux entrepreneur qui n'était pas accoutumé à ces scrupules. Il expédia en toute hâte quelques amis à M. Whitney, pour lui affirmer que tout était en bon état. Le ministre tint bon: "Il faut qu'il y ait inspection et vérification, avant signature de l'ordre de paiement."

Au premier abord, le fait semble insignifiant; en réalité, il peut avoir de graves conséquences; la preuve, c'est qu'il a fait du bruit dans les régions officielles.

On se rappelle les effroyables malversations qui ont eu lieu dans l'administration de nos affaires navales, les abominables bâtiments qu'on fabriquait au gouvernement, qui les acceptait les yeux fermés, et les payait des prix fous. Les abus étaient devenus si criants et si évidents, que le Congrès n'entendait jamais qu'avec dégoût une discussion sur ce sujet; il en était arrivé à refuser obstinément toute allocation, tant il était persuadé que le pays serait victime d'une indigne supercherie.

De là, le désarroi de notre marine. Nous n'avons nullement l'intention d'incriminer ici M. John Roach; il est peut-être moins fautif qu'il ne le paraît ou qu'on ne l'insinue; peut-être même est-il parfaitement en règle, complètement à l'abri de reproche, mais sa récente mésaventure, l'espèce d'ahurissement que lui a fait éprouver une demande d'inspection, bien naturelle, pourtant, et qui est d'obligation dans tout pays convenablement administré, est la preuve évidente des désordres qui régnaient, depuis longtemps, dans les bureaux.

Ce retour à l'ordre, à l'observation des règles les plus élémentaires dans une administration aussi importante, est du plus heureux augure. Les Chambres comprendront enfin que tout argent dépensé pour la marine n'est pas nécessairement de l'argent gaspillé; elles sauront bien vite remettre en selle, pour l'administration, la confiance que tant d'odieux abus leur avaient fait perdre; il ne leur semblera ni dangereux ni ridicule de voter un crédit, et il est probable qu'elles prêteront la main au relèvement d'une marine, si pitoyablement tombée.

Ce qui vient de se passer dans les parages de Colon, démontre, d'ailleurs, que la nouvelle administration est parfaitement décidée à faire respecter, sur les mers, son pavillon; le drapeau national avait été insulté. L'insolence a été vertement rabattue. Des ordres rigoureux ont été immédiatement envoyés par le ministre de la marine, installé de la veille, et ont été promptement et vigoureusement exécutés — autre fait extrêmement heureux, qui peut avoir les plus bienfaisantes conséquences. Quand le peuple américain verra qu'il n'en est plus au temps où le pouvoir laissait flotter partout son nom sur les océans, quand il lui sera prouvé clairement que la désorganisation a le cœur mieux placé que le radicalisme, et qu'elle saura maintenir son honneur, il n'hésitera, à ressusciter une marine qui est, peut-être, un des besoins les plus impérieux du pays. Depuis bien longtemps, ils sont humiliés, relégués au dernier plan, réduits à l'impuissance, ces marins américains qui, jadis, imposaient à tous le respect. On se rappelle leur brillante conduite en Egypte, lors du bombardement d'Alexandrie. M. de Lesseps vient de la leur rappeler en termes éloquents, à propos de cette affaire de Panama: "Je les connais, vos marins, s'est-il écrié; je les ai vus se jeter vaillamment au milieu des flammes, sauver pour des millions de propriétés, des centaines d'existences humaines. Avec 400 hommes et quelques jaquettes bleues, ils sont capables de réduire et de gouverner l'Isthme dans toute son étendue—éloge qui fait autant d'honneur à l'homme qui l'a prononcé qu'à ceux qui en ont été l'objet.

La marine est, en effet, la moelle de l'Union. Vivant en dehors des tripotages de la spéculation, en dehors des intrigues de la politique, elle seule circuler en elle, intacte, pure de tout mélange, la sève patriotique; elle est appelée à glorifier au loin l'Union dans les expéditions guerrières, comme elle le fait déjà dans les expéditions scientifiques; c'est sur elle que reposent sa puissance et son honneur dans l'avenir.

Jetez les yeux sur la carte; quel peuple fut jamais plus sollicité, plus pressé par la nature de se construire une forte et nombreuse marine? Il est jeté entre les deux océans, et se trouve forcé à ne communiquer que par eau avec le reste de l'humanité. Il lui est plus ou moins possible de se passer d'armée de terre—il n'a pas de voisins; le peut qu'il en a, sont beaucoup plus à craindre de sa part que lui de la leur. Quant à l'intérieur, il a le droit de se gouverner comme il l'entend; personne, en dehors de lui, n'a rien à y voir.

Il n'en est pas de même pour l'armée de mer. C'est par son canal que l'Amérique entretient toute relation politique avec les autres puissances; c'est par elle, et par elle seule, qu'il peut se faire respecter sur les mers et sur les continents. Mettez-la de côté, il ne lui reste plus pour en imposer à autrui, que le trafic; et de quel poids pèse généralement, dans la balance politique, une nation de trafiquants? Les Américains ont bien vu le cas que l'on faisait d'eux, dans la guerre entre le Chili et le Pérou—deux République mineures, moins peuplées que certaine de leurs trente-huit Etats. Pourquoi ce dédain de la part du Chili? Tout simplement, parce qu'il les savait sans marine, parce qu'il se sentait ainsi à l'abri de leurs atteintes.

Au milieu des bruits de guerre qui remplissent aujourd'hui les deux mondes, leur devoir envers eux-mêmes, envers les institutions libérales dont ils sont les champions, ne leur ordonne-t-il pas de se tenir sur leurs gardes, de ne pas rester en arrière des autres peuples, de se mettre en état de dire leur mot, à l'occasion, afin ne pas laisser dédaigner les idées et les aspirations, dont ils sont les représentants autorisés? Même, au point de vue du négoce—leur côté faible, leur but favori—n'ont-ils pas tout à gagner à posséder une marine en proportion avec le chiffre de leurs affaires; et ne respecte-t-on pas, bien davantage, au loin, le marchand qui peut se faire appuyer par quelques caronades, que celui qui est complètement privé de protection?

Nous saluons donc avec bonheur, dans le département de la marine, le retour aux idées d'ordre, aux habitudes d'honnêteté qui en ont été si longtemps absentes; nous saluons le retour de l'estime et de la confiance, que depuis vingt ans lui refusait l'opinion. On peut songer maintenant à relever la marine de l'Union, sans s'exposer à de scandaleuses malversations, à l'apparition, dans les eaux de l'Atlantique et du Pacifique, de navires qui seraient un objet de risée pour nos ennemis, et de tristesse pour nos amis.

Nous avons entendu citer, parmi les noms qui doivent être soumis au Président des Etats-Unis pour les fonctions de maître de poste à la Nlle-Orléans, celui de M. LÉONCE BOUNY, ci-devant percepteur des taxes d'Etat du deuxième district de la ville.

La population américaine d'origine française verrait avec plaisir nommer à une place importante l'un des siens, qui offre au gouvernement les garanties nécessaires.

De plus, un citoyen de notre métropole, occupant une position sociale, connaissant les besoins du commerce, ayant la conscience de la responsabilité qui pèserait sur lui vis-à-vis des autorités fédérales et du public, tiendrait, sans doute, à honneur de remplir dignement les devoirs qui lui seraient confiés.

Mme R. Huberwald, No 259, rue Ste-Anne, nous a envoyé, hier, une élégante petite corbeille pleine de très beaux cocons, qui sont d'une grande dimension, d'une superbe couleur, orange clair, très fermes, et ils résistent à la pression de la main. Tout indique que l'élevage du ver a été fait avec soin et intelligence, et que les cocons contiennent beaucoup de soie. Si la quantité répond à la qualité, Mme Huberwald a dû faire une fructueuse récolte.

On sait que les cocons trouvent, cette année, à la Nouvelle-Orléans, un facile placement. Il est donc à espérer que les personnes qui ont en le bon esprit de rester fidèles à la sériciculture, de conserver leurs magnaneries, seront amplement récompensées de leurs peines, surtout si elles ont pu faire éclore quelques onces de graine.

Le Conseil national suisse vient de se séparer sans avoir achevé la discussion de la nouvelle loi électorale. Le débat sera repris au mois de juin.

L'état du cardinal Guibert, archevêque de Paris, continuait à s'améliorer, le 5 avril.

Les journaux de la capitale, du 6, publient ces bulletins:

5 avril, 8 heures.

"Nuit bonne. Pas de nouvelle crise. Amélioration progressive.

Dr VIGNOLE.

5 avril, midi.

L'amélioration persiste. Un peu de fatigue, sans complication.

Dr VIGNOLE.

Le correspondant du *Temps* à Madrid écrit à ce journal, à la date du 3 avril:

Depuis quarante-huit heures, on disait que les autorités avaient pris des précautions de police assez inusitées, que la gendarmerie, les civils de la garde avaient déployé une activité insolite et enfin que le gouvernement civil avait agi avec une grande vigueur parce qu'il avait reçu des indications précises de la police étrangère et surtout des consuls espagnols en France. *El Globo*, hier, en parlant des précautions prises, intitulait son article: "Conspiration ou conjuration. Tout d'abord on attacha peu d'importance aux rumeurs de complots contre la vie du roi et au très récent alarmiste qui avaient circulé pendant la journée. Vers le soir pourtant, on sut que des arrestations avaient eu lieu dans la nuit précédente et que les détenus avaient été conduits à la prison Modelo et mis au secret.

La nouvelle informe toujours avec un grand mystère en Espagne, aussi ne fuse-t-on de donner aucun détail, aucune information, même aux feuilles ministérielles. Il en résulte qu'aujourd'hui, quoique tous les faits aient été publiés, on ne sait rien au juste, ou, tout au moins, on ne sait rien de certain, de vrai, de sûr, de positif, de précis, de net, de tangible, de palpable, de concret, de clair, de lumineux, de transparent, de limpide, de cristallin, de diaphane, de pellucide, de vitreux, de cristallisé, de cristallisable, de cristallisant, de cristallisation, de cristallisoir, de cristallisoirs, de cristallisoirs, de cristallisoirs